



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 30/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HOLCIM BÉTON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR**

lieu dit Ritty  
68730 Blotzheim

Références : 0006700264\_2025\_06\_19\_HOLCIM\_Hirtzfelden\_VIIC\_SuivEch  
Code AIOT : 0006700264

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement HOLCIM BÉTON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR implanté AUF MUNCHHAUSERSTRAS 20 Route D' ENSISHEIM ZERC2 68740 Hirtzfelden. L'inspection a été annoncée le 14/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite se déroule dans le cadre du suivi des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 avril 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HOLCIM BÉTON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR
- AUF MUNCHHAUSERSTRAS 20 RTE D' ENSISHEIM ZERC2 68740 Hirtzfelden
- Code AIOT : 0006700264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'installation est une carrière d'extraction de matériaux alluvionnaires sous eau. La carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n°3272 du 14 novembre 2000 modifié. L'exploitation est autorisée pour 30 ans soit jusqu'au 14 novembre 2030. La surface de la carrière couvre environ 80 ha et la vitesse d'extraction est de 700 000 t/an (1 000 000 t/an maximum).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Référentiel réglementaire**

- arrêté du 28 avril 2023, portant mise en demeure à la société HOLCIM Béton Granulat Haut-Rhin (HBGHR) de se mettre en conformité pour son site de carrière de Hirtzfelden (68)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Aménagement végétal	AP de Mise en Demeure du 28/04/2023, article 2	Demande d'action corrective à l'exploitant, Amende	31 décembre 2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que les prescriptions portées par l'arrêté de mise en demeure du 28 avril 2023 ne sont pas respectées, alors que les délais sont échus, des sanctions administratives sont donc proposées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Aménagement végétal**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/04/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement végétal
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté</b> et conformément aux prescriptions de l'article 17.1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 modifié susvisé, l'exploitant :  « (...) avant le 31 décembre 2020, la partie de talus à sec concernée (plan annexé au présent arrêté) (talus en bordure Sud-Est de la plate-forme de traitement et stockages temporaires) sera végétalisée avec des essences locales propices à optimiser la stabilité de ce talus ; l'opération d'aménagement et de plantation devra être élaborée par un professionnel ou un bureau compétent ; les plantes/essences utilisées devront être des plantes/essences adaptées (nécessitant peu de régallage préalable de terre

végétale) et locales. »

**Constats :**

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 2 mars 2023, il a été constaté que le talus en bordure Sud-Est de la plateforme n'était toujours pas végétalisé avec des essences locales et adaptées, alors que cette obligation devait être réalisée avant le 31 décembre 2020. Ce manquement aux prescriptions a conduit à la prise d'un arrêté de mise en demeure en date du 28 avril 2024, accordant un délai de trois mois pour la mise en conformité. Cet arrêté a été notifié à l'exploitant le 9 mai 2023, fixant ainsi la date limite de régularisation au 9 août 2023.

Par mail du 20 mai 2025, l'exploitant transmet un document présentant le chantier pour le point contrôlé.

- Les travaux sont suivis par un professionnel spécialisé dans le domaine de l'horticulture, des travaux agricoles, forestiers et paysagers.
- L'exploitant a opté, sur conseil du spécialiste cité supra, pour la pose d'une géo-grille, ce produit permet de stabiliser la terre végétale, limite l'érosion de surface, et limite la nécessité de régaler de la terre végétale sur une trop grosse profondeur. D'une durée de vie certifiée de 36 mois, la géo grille permet d'assurer la stabilité du talus pendant que les plantations créent un système racinaire.
- Les plants nécessaires au talus (105 plants prévus) sont sélectionnés parmi les essences suivantes, agréées par la "plate forme pour la biodiversité", site internet dont les contributeurs sont la région grand est et les services de l'état :
  - Prunellier (*prunus spinosa*),
  - Rosier des chiens (*Rosa canina*),
  - Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*).

Le jour de l'inspection, il est constaté que le talus est enherbé et l'exploitant présente des photos de la pose de la géo-grille, en revanche les plantations ne sont pas réalisées.

L'exploitant présente les bons de commande pour les plantations citées supra, dont la livraison et la plantation sont prévues pour le mois de décembre 2025.

Les plantations qui devaient être finalisées le 31 décembre 2020, et qui ont fait l'objet d'une mise en demeure le 28 avril 2023 ne sont toujours pas en place, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Il est donc proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:**

Il convient que l'exploitant apporte les justificatifs de la mise en place des plantations telles que décrites dans la prescription susvisée, (reportage photo...) et ce avant la date du 31 décembre 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Amende

**Proposition de délais :** 31 décembre 2025